

Commune de LANDES-LE-GAULOIS

***Extension et restructuration d'un restaurant
intergénérationnel
10, Rue des Ecoles à LANDES-LE-GAULOIS***

**Cahier des Clauses
Administratives Particulières**

C.C.A.P.

SOMMAIRE

<u>I. - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</u>	<u>5</u>
I.I - Objet du marché - Emplacement des travaux	5
I.II - Tranches et lots	5
I.III - Travaux intéressant la Défense	5
I.IV - Contrôle des prix de revient.....	5
I.V - Maîtrise d'Oeuvre	5
I.VI - Contrôle technique.....	5
<u>II. - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ</u>	<u>6</u>
II.I - Pièces particulières	6
II.II - Ordre dans lequel prévalent, en cas de contradiction, les documents du marché.....	6
II.III - Sous-traité et apport.....	6
<u>III. - REPRÉSENTATION DES PARTIES - COMMUNICATION ENTRE ELLES</u>	<u>6</u>
III.I - Représentation des parties	6
III.II - Changement d'un représentant en cours de travaux.....	6
III.III - Présence aux rendez-vous de chantier	7
<u>IV. - CONDITIONS TECHNIQUES D'EXECUTION DES TRAVAUX</u>	<u>7</u>
IV.I - Fournitures et travaux	7
IV.II - Choix et qualité des fournitures	7
IV.III - Constatations d'erreurs ou d'omissions dans les documents.....	7
IV.IV - Etudes spéciales.....	7
IV.V - Remise des documents fournis après exécution	7
<u>V. - REMUNERATION DE L'ENTREPRENEUR.....</u>	<u>8</u>
V.I - Prix du marché	8
V.II - Force majeure	8
V.III - Variation des charges légales.....	8
V.IV - Variation des prix	8
<u>VI. - DELAIS D'EXECUTION - PENALITES.....</u>	<u>9</u>
VI.I - Délais d'exécution.....	9
VI.II - Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux.....	9
VI.III - Pénalités liées au rendez-vous de chantier	9

VII.	- <u>MODIFICATIONS DANS L'IMPORTANCE ET LA NATURE DES TRAVAUX</u>	10
VII.I	- Augmentation de la masse des travaux	10
VII.II	- Diminution de la masse des travaux	10
VII.III	- Changement dans la nature des travaux	10
VII.IV	- Formalités à remplir en cas de modifications dans l'importance ou la nature des travaux	10
VIII.	- <u>COORDINATION ENTRE LES ENTREPRENEURS</u>	11
IX.	- <u>HYGIENE ET SECURITE</u>	11
IX.I	- Hygiène et sécurité du chantier	11
IX.II	- Responsabilité vis-à-vis des ouvriers et des tiers	11
IX.III	- Loi N°93-1418 du 31 Décembre 1993	11
X.	- <u>PROTECTION DES OUVRAGES</u>	12
X.I	- Contre les risques de vol et détournement	12
X.II	- Contre les risques de détérioration	12
XI.	- <u>DEPENSES D'INTERET COMMUN - COMPTE PRORATA</u>	12
XI.I	- Dépenses et produits portés au compte prorata	12
XI.II	- Gestion et règlement du compte prorata	12
XII.	- <u>CONDUITE DES TRAVAUX</u>	12
XII.I	- Ordres de service	12
XIII.	- <u>EVACUATION DU CHANTIER</u>	13
XIV.	- <u>RECEPTION</u>	13
XIV.I	- Réception	13
XIV.II	- Date de réception - Procès-verbal	13
XIV.III	- Entrée en possession par le Maître de l'Ouvrage	13
XIV.IV	- Réception avec réserves	13
XIV.V	- Refus de réception	14
XV.	- <u>PERIODE DE GARANTIE</u>	14
XVI.	- <u>CONSTATATION DES DROITS A PAIEMENT</u>	14
XVI.I	- Etats de situation	14
XVI.II	- Approvisionnements	14
XVI.III	- Délai de remise des situations de travaux	15
XVI.IV	- Vérification de la situation - Décompte provisoire - Certificat de paiement	15

XVI.V	- Comptable public assignataire chargé du paiement	15
XVI.VI	- Décompte général et définitif.....	15
XVI.VII	- Vérification du décompte général et définitif - Etablissement du décompte définitif	15
XVII.	<u>- PAIEMENTS.....</u>	<u>15</u>
XVII.I	- Droit aux paiements.....	15
XVII.II	- Répartition des paiements	15
XVIII.	<u>- CONTESTATIONS</u>	<u>16</u>
XVIII.I	- Mise en demeure	16
XVIII.II	- Arbitrage	17
XVIII.III	- Tribunal compétent	17
XIX.	<u>- RESILIATION.....</u>	<u>17</u>
XIX.I	- Résiliation de plein droit avec indemnité	17
XIX.II	- Résiliation de plein droit sans indemnité	18
XIX.III	- Conséquences de la résiliation du marché	18
XX.	<u>- ASSURANCES ET DISPOSITIONS DIVERSES</u>	<u>18</u>
XXI.	<u>- DEPENSES D'INTERET COMMUN INCOMBANT A UN ENTREPRENEUR DETERMINE OU AU MAITRE D'OUVRAGE.</u>	<u>18</u>
XXI.I	- Prestations préliminaires extérieures au bâtiment proprement dit.	18
XXI.II	- Prestations diverses	19
XXII.	<u>- HEURES D'INSERTION</u>	<u>20</u>

CAHIER DES CLAUSES **ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

I. - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

I.I - Objet du marché - Emplacement des travaux

- Objet : **Extension et restructuration d'un restaurant intergénérationnel**
- Emplacement : **10, Rue des Ecoles à LANDES-LE-GAULOIS - 41190**

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

I.II - Tranches et lots

L'ensemble des travaux tous corps d'état est décomposé en douze lots, et sera traité par marchés séparés, attribués à des entreprises individuelles.

LOT N°1	MACONNERIE - B.A. – DEMOLITIONS (En Cours d'Attribution)
LOT N°2	CHARPENTE et BARDAGE BOIS – COUVERTURE ARDOISE et ZINC - ZINGUERIE
LOT N°3	MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM et PVC (En Cours d'Attribution)
LOT N°4	CLOISONS SECHES (En Cours d'Attribution)
LOT N°5	FAUX-PLAFONDS (En Cours d'Attribution)
LOT N°6	MENUISERIES INTERIEURES BOIS (En Cours d'Attribution)
LOT N°7	CARRELAGES - REVETEMENTS MURAUX (En Cours d'Attribution)
LOT N°8	PEINTURES (En Cours d'Attribution)
LOT N°9	EQUIPEMENT DE CUISINE (En Cours d'Attribution)
LOT N°10	MOBILIER (En Cours d'Attribution)
LOT N°11	PLOMBERIE – SANITAIRES-CHAUFFAGE PAC – VENTILATION (En Cours d'Attribution)
LOT N°12	ELECTRICITE (En Cours d'Attribution)

I.III - Travaux intéressant la Défense

Sans objet.

I.IV - Contrôle des prix de revient

Sans objet.

I.V - Maîtrise d'Oeuvre

L'Architecte est chargé d'une mission de base de maîtrise d'Oeuvre , conformément au titre III du livre IV de la partie II du Code de la Commande Publique, ainsi que dans l'arrêté du 22 Mars 2019 (anciennement arrêté du 21 Décembre 1993) relatif aux modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrages publics à des prestataires de droit privé..

I.VI - Contrôle technique

Le Contrôle Technique est assuré par :

APAVE IC Tours – Nakhle Michel HAMAOUI - 26, Rue des Frères Lumière – CS 50602 – CHAMBRAY-LES-TOURS CEDEX (37176)

Tél : 06 50 03 41 00 - Mail : construction.centre@apave.com

-

II. - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

II.I - Pièces particulières

- l'acte d'engagement et l'annexe 2
- le présent cahier des clauses administratives particulières et l'annexe 1
- le cahier des clauses techniques particulières (devis descriptif des travaux)
- le projet
- le devis estimatif
- le règlement de consultation

II.II - Ordre dans lequel prévalent, en cas de contradiction, les documents du marché

Si plusieurs documents du marché sont en contradiction entre eux, ils prévalent les uns contre les autres, dans l'ordre suivant :

- 1° - l'acte d'engagement et l'annexe 2
- 2° - le cahier des clauses administratives particulières et l'annexe 1
- 3° - le cahier des clauses techniques particulières (devis descriptif des travaux)
- 4° - les documents donnant la description graphique des ouvrages par des plans et dessins
- 5° - le devis estimatif
- 6° - le règlement de consultation

II.III - Sous-traité et apport

L'entrepreneur ne peut sous-traiter sans autorisation du Maître de l'Ouvrage des travaux pour lesquels il est qualifié. Pour les autres, le Maître de l'Ouvrage peut en tout cas faire obstacle au sous-traité avec un sous-traitant déterminé.

III. - REPRESENTATION DES PARTIES - COMMUNICATION ENTRE ELLES

III.I - Représentation des parties

Représentation des personnes morales :

Le contractant personne morale, ou le représentant unique personne morale, doit désigner expressément la personne physique qui le représente valablement.

III.II - Changement d'un représentant en cours de travaux

Les représentants désignés de part et d'autre, peuvent s'il y a nécessité, être changés au cours de l'exécution du marché.

Les changements sont notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception et prennent effet à la date de réception de ladite lettre.

En cas d'empêchement majeur ou de décès de leur représentant et si la représentation est obligatoire, en vertu de l'article 03-1 le ou les contractants doivent désigner un nouveau représentant dans le délai de 15 jours à compter de la date du décès ou de l'empêchement.

III.III - Présence aux rendez-vous de chantier

L'entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier provoqués par l'Architecte ou d'y déléguer un agent qui a, du fait de cette délégation, pouvoir pour donner sur le champ les ordres nécessaires sur le chantier.

IV. - CONDITIONS TECHNIQUES D'EXECUTION DES TRAVAUX

IV.I - Fournitures et travaux

L'exécution des travaux traditionnels est soumise aux dispositions des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) existants suivants :

- cahiers des charges
- prescriptions provisoires ou techniques isolées ayant valeur de cahier des charges
- règles de calcul

Les fournitures doivent répondre aux spécifications des normes françaises existantes.

Les D.T.U. et normes applicables sont ceux dont le mois de publication figurant sur le document est antérieur de deux mois à celui du marché.

IV.II - Choix et qualité des fournitures

L'entrepreneur est responsable de la fourniture des matériaux et de leur mise en oeuvre.

En conséquence, le Maître de l'Ouvrage ne peut imposer à l'entrepreneur de s'approvisionner en matériaux et fournitures à des fournisseurs qu'il désigne, ni imposer l'emploi de matériaux et fournitures lui appartenant.

IV.III - Constatations d'erreurs ou d'omissions dans les documents

Avant la mise en route et au cours des travaux, l'entrepreneur doit appeler l'attention de l'Architecte sur les inconvénients, les vices ou malfaçons qui pourraient résulter des erreurs ou missions qu'il est amené à constater dans les documents qui lui ont été remis et dans les ordres qu'il a reçus.

IV.IV - Etudes spéciales

Aussitôt après la signature du marché l'entrepreneur doit établir et soumettre à l'approbation de l'Architecte toutes les études spéciales à sa profession entrant dans le cadre du marché, nécessaires à la bonne marche des travaux, et il doit les communiquer, lorsque cela est utile, aux autres entreprises intéressées.

IV.V - Remise des documents fournis après exécution

Les divers documents et pièces à fournir par les entreprises après exécution, en particulier pour la constitution du DOE et du DIUO devront être remis à l'Architecte au plus tard 15 jours après la réception des travaux.

V. - REMUNERATION DE L'ENTREPRENEUR

V.I - Prix du marché

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés sur la base du prix global et forfaitaire porté à l'acte d'engagement. Les prix unitaires portés au détail estimatif ne servant qu'à évaluer le montant des situations mensuelles et à évaluer les avenants de plus-value ou de moins-value pour des travaux modificatifs demandés par le Maître d'ouvrage.

Les prix du marché rémunèrent l'entrepreneur de tous ses débours, charges, obligations et sont réputés tenir compte de toutes les circonstances de l'implantation, des particularités du projet et des délais, en sorte que la rémunération de l'entrepreneur pour l'exécution des travaux formant l'objet défini du marché ne subira aucune variation.

L'entrepreneur n'a droit à aucune indemnité de la part du Maître de l'Ouvrage pour pertes, avaries ou dommages occasionnés par sa négligence, son imprévoyance ou ses fausses manoeuvres.

V.II - Force majeure

Dans le cas de force majeure, les pertes, avaries et dommages constatés par une des parties, doivent, dès qu'ils sont connus, être signalés à l'autre partie.

V.III - Variation des charges légales

Les variations éventuelles de la T.V.A. ou des taxes similaires liées à la facturation qui ne sont pas prises en compte par la formule de variation de prix, font l'objet d'un état comparatif faisant apparaître les dépenses supplémentaires ou les économies qui en résultent. Celles-ci sont, selon les cas, ajoutées ou défalquées du montant du règlement.

V.IV - Variation des prix

Sauf dispositions particulières prévues dans les documents du marché et compte tenu du délai d'exécution des travaux énoncé à l'article VI.I, les prix du marché sont fermes et actualisables et non révisables dans les conditions fixées ci-après, et établis en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels habituels dans la Région Centre.

Conditions économiques d'établissement du prix :

Les prix HT du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques à la date limite de remise des offres, appelé mois mO.

Les taxes en vigueur s'ajoutent aux prix HT du marché.

Index de référence :

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour représenter l'évolution du prix des travaux est l'index BT 01 (tous corps d'état).

Cet index est publié au Bulletin Officiel de la concurrence et de la consommation et de la répression des fraudes et le Moniteur des travaux Publics.

Modalités d'actualisation des prix fermes et actualisables :

L'actualisation est effectuée par l'application au prix du marché ou du lot concerné, d'un coefficient donné par la formule :

$$P = I (d-3)$$

dans laquelle I0 et I (d-3) sont les valeurs prises respectivement au mois mO et au mois (d-3) par l'index de référence I du marché ou du lot concerné sous réserve que le mois « d » du début d'exécution des travaux soit postérieur de plus de 3 mois au mois mO.

Le marché est actualisé dans les conditions suivantes :

- si la date de démarrage des travaux fixée par l'ordre de service n°1 est postérieure de plus de 3 mois au mois mO.
- après une interruption de chantier de plus de 6 mois consécutifs et dans le cas où cet arrêt de chantier n'est pas imputable à l'entreprise, le marché, pour la seule part des travaux restant à exécuter est actualisé à la date de reprise des travaux fixée par ordre de service.

Les prix ainsi actualisés resteront fermes pendant toute la période d'exécution des prestations et constituent les prix de règlement.

Le marché n'est pas actualisé si la date de démarrage des travaux fixée par ordre de service a été définie à la convenance de l'entreprise à plus de 3 mois du mois mO.

Les travaux supplémentaires ne sont pas actualisables, ni révisables.

Révision des prix :

Sans objet.

VI. - DELAIS D'EXECUTION - PENALITES

VI.I - Délais d'exécution

Les travaux faisant l'objet du présent marché seront exécutés dans le délai global maximum de dix mois (hors intempéries et congés) à compter de la date contractuelle prescrivant de commencer les travaux tous corps d'état.

A partir de cet ordre de service, la date d'intervention dévolue à chaque entreprise sera celle portée au calendrier prévisionnel d'exécution établi avant le commencement des travaux.

VI.II - Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

L'entrepreneur responsable de tout retard dans l'exécution des travaux subira une pénalité journalière égale au 1/3.000ème du montant HT des marchés correspondant à l'ensemble des lots. La pénalité de retard s'applique aussi au-delà de la date limite de reprise des ouvrages lors d'une réception de travaux prononcée avec réserves.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre procédera à un calcul provisoire des pénalités de chantier à l'avancement. Le montant de la pénalité provisoire pourra être retenu sur l'état d'acompte de l'entreprise suivant la constatation faite par le maître d'œuvre. Jusqu'à la fin des travaux, les pénalités de retard sont récupérables.

En fin de chantier, le maître d'œuvre calculera le montant définitif des pénalités de retard à retenir sur le solde de l'entreprise. Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité, au cas où le retard serait résorbé, d'annuler ces pénalités.

VI.III - Pénalités liées au rendez-vous de chantier

L'entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous provoqués par le maître d'œuvre ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir d'engager l'entreprise et donner sur le champ les ordres nécessaires au personnel de l'entreprise sur le chantier.

La présence des entrepreneurs convoqués aux rendez-vous de chantier étant indispensable à la coordination que requière la bonne exécution des travaux, l'absence du titulaire ou son

remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'entreprise titulaire défaillante.

Toute absence non motivée et/ou non excusée de l'entreprise titulaire ou son représentant qualifié aux rendez-vous de chantier pourra être pénalisée à raison de 50 € HT (cinquante euros hors taxe) par absence. Cette pénalité sera prélevée sur l'acompte à payer.

Dans le cas où l'entrepreneur ou son représentant n'aurait pas donné suite aux réclamations émanant du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre figurant sur les compte-rendu de chantier, il sera pénalisé de 80 € HT (quatre vingt euros hors taxe) à chaque rappel.

Ces pénalités pourront éventuellement faire l'objet d'exonération.

VII. - MODIFICATIONS DANS L'IMPORTANCE ET LA NATURE DES TRAVAUX

Lorsque le montant des prestations exécutées atteint le montant fixé par le marché, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à la conclusion « d'une modification du marché public » (avenant) suivant les dispositions des articles R.2194-1 à R.2194-9 du Code de la Commande Publique.

VII.I - Augmentation de la masse des travaux

En cas d'augmentation de la masse des travaux, l'entrepreneur est tenu d'exécuter les travaux supplémentaires tant que l'augmentation, évaluée aux prix de base du marché, n'excède pas le quart du montant initial des travaux.

Le montant de l'augmentation, évalué dans les mêmes conditions que les prix fixés au marché, est ajouté au prix prévu au contrat. S'il y a lieu, les délais d'exécution sont modifiés en conséquence.

Si l'augmentation est de plus du quart, l'entrepreneur a le droit de demander la résiliation de son marché.

Il en sera de même pour le Maître de l'Ouvrage, si la cause de cette augmentation n'est pas de son fait.

VII.II - Diminution de la masse des travaux

En cas de diminution de la masse des travaux, l'entrepreneur ne peut élever aucune réclamation tant que la diminution, évaluée aux prix de base du marché, n'excède pas le dixième du montant initial des travaux.

VII.III - Changement dans la nature des travaux

En cas de changement dans la nature des ouvrages ordonnés par le Maître de l'Ouvrage et résultant de circonstances qui ne sont ni de la faute, ni du fait de l'entrepreneur, celui-ci est en droit de demander une indemnité le dédommageant des frais supplémentaires résultant pour lui de ces modifications à condition d'en justifier.

En outre, lorsque les changements modifient l'importance de certaines natures d'ouvrages, de telle sorte que les quantités diffèrent de plus d'un quart en plus ou moins des quantités prévues au marché, l'entrepreneur est en droit de demander que de nouveaux prix soient fixés pour les ouvrages considérés.

VII.IV - Formalités à remplir en cas de modifications dans l'importance ou la nature des travaux

Le Maître de l'Ouvrage devra faire connaître par écrit les modifications qu'il envisage d'autoriser ou d'apporter à l'importance ou à la nature des travaux. Ces modifications devront, s'il y est donné suite faire l'objet « d'une modification du marché public » (avenant) dans laquelle seront indiqués:

- 1° - le montant des travaux en résultant, ou à défaut, les modalités de calcul de leur prix.
- 2° - l'incidence de ces modifications sur les délais d'exécution.

VIII. - COORDINATION ENTRE LES ENTREPRENEURS

Chaque entrepreneur ne doit rien faire qui puisse compromettre la coordination de l'ensemble des travaux exécutés par les différents corps d'état, ni apporter d'empêchement ou de gêne à la surveillance d'ensemble que doit exercer l'Architecte. La coordination entre les entrepreneurs s'effectue dans les conditions suivantes :

La coordination entre les entrepreneurs séparés est assurée par l'Architecte.

Les entrepreneurs étant appelés à concourir à un même ouvrage, chacun d'eux doit se tenir au courant de l'ensemble des travaux, s'entendre avec les autres sur ce qu'ils ont de commun, reconnaître par avance tout ce qui intéresse leur exécution, fournir les indications nécessaires à l'exécution de ses propres travaux, s'assurer qu'elles sont suivies, et en cas de contestation en référer à l'Architecte.

IX. - HYGIENE ET SECURITE

IX.I - Hygiène et sécurité du chantier

Chaque entrepreneur, pour ce qui le concerne, est tenu de prendre toutes dispositions afin d'assurer la sécurité du chantier, l'hygiène et la sécurité des travailleurs et la sécurité publique, et de se soumettre à toutes les obligations mises à sa charge par les lois et décrets en vigueur et tous règlements de police, de voirie ou autres.

IX.II - Responsabilité vis-à-vis des ouvriers et des tiers

Chaque entrepreneur, pour ce qui le concerne, doit exercer une surveillance continue sur le chantier à l'effet d'éviter tous accidents aux ouvriers travaillant sur ledit chantier, à quelque corps d'état qu'ils soient rattachés ainsi qu'aux personnes employées à un titre quelconque sur le chantier.

Chaque entrepreneur est responsable de tous les accidents ou dommages qu'une faute dans l'exécution de ses travaux ou le fait de ses agents ou ouvriers peuvent causer à toutes personnes généralement quelconques. Il s'engage à garantir éventuellement le Maître de l'Ouvrage et l'Architecte contre tout recours qui pourrait être exercé contre eux du fait de l'inobservation par lui de l'une quelconque de ses obligations.

IX.III - Loi N°93-1418 du 31 Décembre 1993

La coordination en matière de sécurité et protection de la santé des travailleurs (SPS) est assurée par **BATEC - Christophe CHESNEAU - 93, Allée d'Asnières à LUNAY - 41360**
Tél : 07 86 30 88 74 Mail : christophe.chesneau@batec-sps.fr

X. - PROTECTION DES OUVRAGES

X.I - Contre les risques de vol et détournement

Jusqu'à l'achèvement complet des travaux, l'entrepreneur doit protéger ses matériaux et ses ouvrages contre les risques de vol et détournement.

X.II - Contre les risques de détérioration

De même, l'entrepreneur doit protéger ses ouvrages contre les risques de détérioration. De plus, pendant l'exécution de ses propres travaux; il doit prendre les précautions nécessaires pour ne pas causer de dégradations aux matériaux ou ouvrages des autres entrepreneurs. Il est responsable des conséquences pouvant résulter des infractions à ces obligations.

XI. - DEPENSES D'INTERET COMMUN - COMPTE PRORATA

XI.I - Dépenses et produits portés au compte prorata

Sont portées au débit du compte prorata, sans qu'il y ait besoin d'une mention spéciale, les dépenses énumérées ci-après :

- a) les frais de remise en état des réseaux d'eau, de gaz, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable.
- b) les charges temporaires de voirie et de police (occupation, entretien et réparation de la voirie publique) résultant des installations de chantier.
- c) les frais de réparation et de remplacement des fournitures mises en oeuvre et détériorées ou détournées dans les cas suivants :
 - quand l'auteur des dégradations ou des détournements ne peut être découvert
 - quand la dégradation ou le détournement ne peut être imputé à un corps d'état déterminé
 - quand la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers
- d) les dépenses imputées au compte prorata, en vertu d'un accord intervenu à ce sujet, entre les entrepreneurs participant au chantier.

XI.II - Gestion et règlement du compte prorata

Les modalités de gestion et de règlement du compte prorata sont fixées par une convention spéciale conclue entre les entrepreneurs participant au chantier.

XII. - CONDUITE DES TRAVAUX

XII.I - Ordres de service

Le Maître d'ouvrage, sur proposition de l'Architecte, adresse à l'entrepreneur les ordres de service:

- d'avoir à démolir ou corriger les ouvrages qui ne sont pas exécutés conformément aux dispositions du marché.
- d'avoir à retirer et remplacer les fournitures et approvisionnements défectueux.
- de prendre les mesures nécessaires pour assurer la bonne exécution des travaux
- de prendre les mesures nécessaires pour respecter le calendrier prévisionnel d'exécution.

Si l'entrepreneur estime que les ordres de service qui lui sont ainsi adressés sont contraires à ses obligations contractuelles ou les excèdent, il devra formuler ses réserves dans un délai de 15 jours à dater de la réception.

Si le Maître de l'Ouvrage, qui en principe se l'interdit, donne directement des ordres à l'entrepreneur, celui-ci doit avant toute exécution dénoncer à l'Architecte tous avis, directives ou instructions qui lui seraient proposés ou donnés par le Maître de l'Ouvrage afin que l'Architecte puisse apprécier s'il peut y être donné suite. Au cas où la mesure envisagée paraîtrait, soit à l'Architecte, soit à l'entrepreneur, de nature à entraîner des désordres dans l'avenir ou à comporter des risques, l'Architecte ou l'entrepreneur, en exposerait les raisons au Maître de l'Ouvrage afin que celui-ci puisse prendre une détermination définitive dont il supporterait alors les conséquences.

XIII. - EVACUATION DU CHANTIER

Chaque entrepreneur doit enlever du chantier à la date prévue au calendrier prévisionnel d'exécution, et à défaut d'indication, dans le délai de 15 jours à dater de la réception des travaux, le matériel de l'entreprise, les matériaux refusés ou en excédent, les installations de chantier, y compris leurs fondations, et les déchets de toute nature.

XIV. - RECEPTION

XIV.I - Réception

La réception des travaux est l'acte par lequel le Maître de l'Ouvrage déclare accepter l'ouvrage avec ou sans réserves. Elle intervient à la demande de la partie la plus diligente, soit à l'amiable, soit à défaut judiciairement. Elle est, en tout état de cause prononcée contradictoirement.

La réception des travaux a lieu en une seule fois, c'est-à-dire qu'elle ne comporte ni phase provisoire ni phase définitive, à une date devant intervenir dans le délai de deux mois à compter de l'achèvement complet des travaux.

La réception libère l'entrepreneur de toutes les obligations contractuelles.

La date d'effet de la réception est le point de départ des responsabilités biennales et décennales (articles 1792 - 2270 du Code Civil).

XIV.II - Date de réception - Procès-verbal

A l'issue de la visite de réception, le Maître de l'Ouvrage prononce la décision concernant la réception des travaux qui peut être : réception avec ou sans réserves, refus de réception.

Le procès-verbal de réception des travaux est signé par le Maître de l'Ouvrage et les entrepreneurs dûment convoqués.

XIV.III - Entrée en possession par le Maître de l'Ouvrage

Le Maître de l'Ouvrage entre en possession des ouvrages dès achèvement complet des travaux.

Si le Maître de l'Ouvrage utilise des installations ou s'il entre de fait en possession des locaux sans s'être conformé au préalable aux dispositions de l'alinéa précédent, il est réputé avoir prononcé leur réception sans réserves.

XIV.IV - Réception avec réserves

Lorsque le procès-verbal de réception des travaux fait état de réserves motivées par des omissions ou imperfections, il indique explicitement les travaux restant à exécuter.

L'entrepreneur dispose d'un délai fixé le jour de la réception pour exécuter les travaux demandés, y compris ceux qui en sont la conséquence.

Immédiatement après l'achèvement de ces travaux, l'entrepreneur doit demander la levée des réserves.

XIV.V - Refus de réception

Le refus de réception ne peut être motivé que par l'inachèvement des ouvrages ou par un ensemble d'imperfections équivalant à un inachèvement ou nécessitant des reprises d'ouvrage. Les motifs de refus de réception doivent être indiqués au procès-verbal.

XV. - PERIODE DE GARANTIE

La garantie de parfait achèvement, à laquelle l'entrepreneur est tenu pendant un délai d'un an, à compter de la réception, s'étend à la réparation de tous les désordres signalés par le Maître de l'Ouvrage, soit au moyen de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, soit par voie de notification écrite pour ceux révélés postérieurement à la réception.

La période pendant laquelle s'applique la garantie de parfait achèvement peut être prolongée unilatéralement par le Maître de l'ouvrage.

Les délais nécessaires à l'exécution des travaux de réparation sont fixés d'un commun accord par le Maître de l'Ouvrage et l'entrepreneur concerné.

En l'absence d'un tel accord ou en cas d'inexécution dans le délai fixé, les travaux peuvent, après mise en demeure restée infructueuse, être exécutés aux frais et risques de l'entrepreneur défaillant.

L'exécution des travaux exigés au titre de la garantie de parfait achèvement est constatée d'un commun accord, ou à défaut, judiciairement.

La garantie ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usure normale ou d'un mauvais usage.

XVI. - CONSTATATION DES DROITS A PAIEMENT

XVI.I - Etats de situation

L'entrepreneur peut établir les états de situation qui font ressortir :

- les travaux exécutés depuis le début du chantier évalués aux conditions du marché.
- les approvisionnements d'éléments ou matériaux déposés sur chantier ou dans les ateliers de l'entrepreneur ou de ses fournisseurs, pour lesquels est prévu le versement d'acomptes.

XVI.II - Approvisionnements

La valeur des approvisionnements est prise en compte selon les conditions prévues aux dispositions particulières du marché.

Ne peut être portée sur les états de situation que la valeur d'approvisionnements destinés à entrer dans la composition des ouvrages faisant l'objet du marché et acquis en toute propriété par l'entrepreneur.

Les matériaux pris en compte constituent le gage du Maître de l'Ouvrage et deviennent sa propriété exclusive dès l'intervention du paiement.

XVI.III - Délai de remise des situations de travaux

Les situations de travaux doivent parvenir à l'Architecte avant le Vendredi de chaque semaine.

XVI.IV - Vérification de la situation - Décompte provisoire - Certificat de paiement

L'Architecte :

- vérifie l'état de situation. Cette vérification n'a qu'un caractère provisoire et ne peut être opposée à une vérification définitive du décompte général et définitif.
- effectue, s'il y a lieu, les retenues pour travaux exécutés aux frais de l'entrepreneur concerné.
- établit le décompte provisoire des sommes dues pour l'ensemble des travaux ou approvisionnements à la date de l'état de situation.
- établit le certificat de paiement d'un montant égal à la différence entre le montant du décompte provisoire et celui du total des acomptes précédemment délivrés.
- adresse la situation de travaux et le certificat de paiement correspondant au Maître de l'Ouvrage, le Vendredi de chaque semaine.

XVI.V - Comptable public assignataire chargé du paiement

Trésorier de ROMORANTIN-LANTHENAY

12, Mail Hôtel Dieu - 41200 ROMORANTIN-LANTHENAY

XVI.VI - Décompte général et définitif

Après la réception des travaux, l'entrepreneur remet à l'Architecte le décompte général et définitif de l'ensemble des travaux exécutés en application du marché.

Si le décompte général et définitif n'a pas été remis à l'Architecte dans un délai fixé à l'avance, le Maître de l'Ouvrage peut, après une mise en demeure restée sans effet, le faire établir par l'Architecte.

XVI.VII - Vérification du décompte général et définitif - Etablissement du décompte définitif

L'Architecte vérifie le décompte général et définitif et établit le décompte définitif des sommes dues en exécution du marché. Après approbation, le Maître de l'Ouvrage notifie à l'entrepreneur ce décompte définitif dans le délai d'un mois.

XVII. - PAIEMENTS

XVII.I - Droit aux paiements

De l'observation par l'entrepreneur de ses obligations, résulte pour lui le droit d'exiger les paiements stipulés à son marché et ce, dans les conditions et aux périodes fixées ci-dessus.

XVII.II - Répartition des paiements

17-2-1 *Acomptes*

Le montant de l'acompte est égal à celui du certificat de paiement. S'il y a retard dans les paiements précédemment dûs, le montant dû de l'acompte est égal à la différence entre le total des certificats de paiements et le total des paiements déjà effectués.

17-2-2 *Solde*

A compter de la réception du décompte définitif, est dû le solde, amputé de la retenue de garantie constituée comme il est dit à l'article 17-2-3.

Le Maître de l'Ouvrage est ainsi tenu au paiement des sommes qui découlent du décompte définitif qu'il a notifié, même si l'entrepreneur a formulé des observations sur ce décompte définitif. Si l'entrepreneur a contesté le montant du décompte définitif, les sommes qui pourraient lui être dues après règlement de la contestation doivent lui être payées dans les 20 jours de la remise au Maître de l'Ouvrage de la pièce constatant l'arrêt définitif des comptes.

17-2-3 *Retenue de garantie*

Les paiements sont amputés d'une retenue de garantie dont le montant est égal à 5 % augmenté, le cas échéant, du montant du ou des « modification du marché public » (avenant) en cours d'exécution.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande selon les modalités fixées aux articles R.2191-36 à R.2191-41 du Code de la Commande Publique ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée, ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché public, de substituer à la retenue de garantie une garantie à première demande ou, si l'acheteur ne s'y oppose pas, une caution personnelle et solidaire. Cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant total du marché public y compris les modifications en cours d'exécution. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

La restitution interviendra un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie si les travaux n'ont fait l'objet d'aucune réserve à la réception et pendant le délai de garantie ou si les réserves ont été levées. Le pouvoir adjudicateur peut la conserver en tout ou en partie, si les réserves exprimées n'ont pas été suivies de remise en état.

17-2-4 *Autres garanties*

Sans objet.

XVIII. - CONTESTATIONS

XVIII.I - Mise en demeure

Lorsqu'une des parties ne se conforme pas aux conditions du marché, l'autre partie la met en demeure d'y satisfaire dans un délai qui ne peut être inférieur à 15 jours. La mise en demeure s'effectue au moyen d'un courrier adressé en recommandé avec accusé de réception.

XVIII.II - Arbitrage

Pour le règlement des contestations qui peuvent s'élever à l'occasion de l'exécution ou du règlement du marché, les parties contractantes doivent se consulter pour soumettre leur différend à un arbitrage, ou pour refuser l'arbitrage.

XVIII.III - Tribunal compétent

Les litiges qui n'auraient pu être réglés par arbitrage amiable sont portés devant le Tribunal Administratif d'ORLEANS.

XIX. - RESILIATION

XIX.I - Résiliation de plein droit avec indemnité

19-1-1 - résiliation aux torts de l'une quelconque des parties

Le marché pourra être résilié de plein droit aux torts de l'une des parties et sans accomplissement d'aucune formalité judiciaire :

1° - après mise en demeure dans tous les cas où les dispositions du présent C.C.A.P. prévoient effectivement cette faculté de résiliation. La mise en demeure s'effectue au moyen d'un courrier adressé en recommandé avec accusé de réception.

2° - sans mise en demeure en cas de défaillance dûment constatée de l'une quelconque des parties.

Les cas de défaillance sont ceux qui entraînent l'incapacité juridique totale ou partielle, définitive ou temporaire, et notamment le règlement judiciaire, la liquidation des biens ainsi que la déconfiture, la liquidation amiable ou la cessation d'activité.

19-1-2 - résiliation aux torts de l'entrepreneur

Le marché pourra être résilié de plein droit sans accomplissement d'aucune formalité judiciaire, aux torts de l'entrepreneur :

1° - sans mise en demeure après signature du marché, en cas d'inexactitude des pièces, documents, déclarations, attestations et certificats mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 ou aux articles L.2141-7 à L.2141-10, aux articles R.2143-6 à R.2143.12, aux articles L.2142-1, L.2142-3, R.2142-4, R.2143-3, R.2143-4, R.2143-13 du Code de la Commande Publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles L.5212-1 à L.5212-11, R.1263-12, L.2312-27, D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D.8222-8, ou D. 8254-2 à D.8524-5 du Code du Travail Français

2° - après mise en demeure en cas d'abandon de chantier

3° - sans mise en demeure, dans le cas de tromperie grave et dûment constatée sur la qualité des matériaux ou sur la qualité d'exécution des travaux, et en cas de sous-traité ou d'apport du marché en infraction avec les dispositions de l'article 01-4.

19-1-3 - conséquences de la résiliation prononcée aux torts de l'entrepreneur

Le Maître de l'Ouvrage pourra conserver les matériels et les installations de chantier spécialement créés pour le chantier, qui seront décomptés à l'entrepreneur compte tenu de leur amortissement au prorata des travaux. Il pourra également acquérir la propriété des matériaux approvisionnés et non périssables qui ont donné lieu au paiement d'acomptes, moyennant le paiement du solde de leur prix.

19-1-4 - résiliation aux torts du Maître de l'Ouvrage

L'ajournement ou l'interruption, fractionné ou continu, de plus de six mois, du fait du Maître de l'Ouvrage, peut entraîner la résiliation du marché par l'entrepreneur aux torts du Maître de l'Ouvrage.

19-1-5 - *résiliation à la volonté du Maître de l'Ouvrage*

Dans le cas où le Maître de l'Ouvrage résilierait le marché dans les conditions prévues à l'article 1794 du Code Civil, l'indemnité à verser à l'entrepreneur sera calculée conformément aux dispositions de cet article.

XIX.II - Résiliation de plein droit sans indemnité

Le marché est résilié de plein droit, sans accomplissement d'aucune formalité judiciaire, dans les cas suivants :

1° - décès de l'entrepreneur sauf si le Maître de l'Ouvrage a accepté s'il y a lieu les offres qui peuvent être faites par les héritiers pour la continuation des travaux.

2° - cas de force majeure rendant impossible la poursuite du chantier.

Dans tous les cas, l'entrepreneur ou ses ayants-droits sont réglés du montant des travaux effectués à la date de la résiliation.

XIX.III - Conséquences de la résiliation du marché

Dans tous les cas de résiliation en application des articles 19-1 et 19-2, il est procédé à la constatation des travaux exécutés à la date de la résiliation. Leur règlement sera effectué sur la base de cet état, après liquidation des indemnités éventuellement dues.

XX. - ASSURANCES ET DISPOSITIONS DIVERSES

L'entrepreneur doit être assuré contre les risques découlant des lois n°78-12 du 4 Janvier 1978 et n°82-540 du 28 Juin 1982 relatives à l'assurance dans le domaine de la construction, et à leurs textes d'application :

- Responsabilité biennale et décennale découlant des articles 1792 et 2270 du Code Civil, lorsque ceux-ci s'appliquent.
- Responsabilité civile envers les tiers
- Dégâts des eaux et incendie sur chantier.

L'entrepreneur doit joindre à son offre une attestation délivrée par une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, prouvant qu'il est assuré contre les risques ci-dessus.

L'entrepreneur est tenu de se soumettre à toutes obligations mises à sa charge par les lois et règlements en vigueur et notamment par les règlements de police et de voirie.

Il doit garantir le Maître de l'Ouvrage et l'Architecte contre tout recours au cas où leur responsabilité serait engagée du fait de l'inobservation par lui de l'une quelconque de ces obligations.

XXI. - DEPENSES D'INTERET COMMUN INCOMBANT A UN ENTREPRENEUR DETERMINE OU AU MAITRE D'OUVRAGE.

XXI.I - Prestations préliminaires extérieures au bâtiment proprement dit.

21-1-1 *Branchements d'eau et d'électricité*

Les branchements provisoires ou définitifs et les compteurs correspondants sont à la charge du Maître d'Ouvrage.

Les branchements provisoires ou définitifs et les compteurs d'eau et d'électricité resteront sur le chantier aux frais du Maître d'Ouvrage tant qu'ils seront nécessaires à un corps d'état quelconque, dans les limites du "calendrier prévisionnel des travaux" éventuellement augmenté de la durée des intempéries.

21-1-2 *Branchements d'égout*

Ils sont à la charge du Maître d'Ouvrage.

21-1-3 *Voies d'accès*

L'exécution des voies d'accès provisoires est à la charge du Maître d'Ouvrage.

L'entretien des voies d'accès, qu'elles aient un caractère provisoire ou un caractère définitif est à la charge des entrepreneurs.

XXI.II - Prestations diverses

21-2-1 *Evacuation provisoire des eaux pluviales reçues par le bâtiment*

Elle est affectée au lot de l'entrepreneur de couverture.

21-2-2 *Nettoyage du chantier*

Il n'est jamais décompté de prorata au titre de nettoyage du chantier.

Chaque corps d'état doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets, pendant et après l'exécution de ses travaux.

Chaque entrepreneur doit procéder au nettoyage, à la réparation et la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées.

En application de ces principes, les divers nettoyages énumérés ci-dessous sont à la charge des entrepreneurs suivants:

- nettoyage après exécution des travaux de plâtrerie : entrepreneur de plâtrerie
- nettoyage après carrelage : entrepreneur de carrelage
- parachèvement du nettoyage nécessaire à la préparation des sols avant travaux de carrelage ou de revêtements de sols : entrepreneur de carrelage ou de revêtement de sols.
- nettoyage général intérieur avant réception : entrepreneur de peinture, nettoyage de la vitrerie : entreprise de vitrerie.
- nettoyage des toitures : entrepreneur de couverture.

21-2-3 *Raccords, dégâts*

A l'exception de trous réservés dont l'emplacement devra être précisé en temps opportun par l'entrepreneur du corps d'état intéressé, chaque entreprise doit effectuer ses trous et scellements et le bouchage de ses trous. Seul, l'enduit sera fait par le corps de métier habilité.

En application de ces principes, les raccords de maçonnerie après passage des divers corps d'état sont à la charge de l'entrepreneur de gros-oeuvre.

Les raccords de plâtre après passage des divers corps d'état sont à la charge de l'entrepreneur de plâtrerie.

Les raccords de peinture après passage des divers corps d'état sont à la charge de l'entrepreneur de peinture.

Les raccords de carrelage, de faïence après passage des divers corps d'état, sont à la charge des entrepreneurs concernés. Toutefois, si les entrepreneurs chargés des enduits de finition estiment que des dégâts trop importants ont été occasionnés par tel ou tel corps d'état, ils demanderont par écrit à l'Architecte de déterminer l'importance des dégâts et de mettre à la charge du ou des entrepreneurs auteurs de ces dégradations, le coût des réparations nécessaires. La décision de l'Architecte s'imposera aux parties.

21-2-4 *Frais afférents au Maître d'Ouvrage.*

Les dépenses relatives aux consommations d'eau, d'électricité, de force motrice, nécessaires aux travaux.

Le chauffage du chantier s'il est nécessaire pour la bonne marche des travaux.

XXII. – HEURES D'INSERTION.

22.1- Clauses d'exécution à caractère social

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable.

Ces éléments sont les suivants :

- Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, avec notre partenaire le Conseil régional du Centre- Val de Loire, la commune de LANDES-LE-GAULOIS souhaite faire appel à ses partenaires privilégiés que sont les entreprises qui répondent aux appels publics à la concurrence.
- En application des articles 30 et 38 de l'ordonnance N° 2015-899 du 23 Juillet 2015, l'entreprise choisie est invitée, pour l'exécution du marché, à proposer une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. (Voir pour chacun des lots précités le tableau des heures d'insertion proposées en annexe 1 au présent CCAP).

Les publics visés :

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes, éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés professionnelles particulières dont

l'éligibilité de la candidature a été validée par la Maison de l'Emploi du Blaisois dans le cadre du dispositif de la clause de promotion pour l'emploi.

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage et moins de 420 heures de travail sur 1 an)
- Les allocataires du R.S.A. (en recherche d'emploi) ou leurs ayants droits,
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi
- Les bénéficiaires de l'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de la pension d'invalidité,
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômé ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi,
- Les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique définies à l'article L-5132-4 du code du travail ainsi que les personnes prises en charge dans

des dispositifs particuliers : les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE), les Ecoles de la deuxième Chance (E2C),

- En outre, le facilitateur mentionné à l'article 1.4.4, peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, ou des Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH).

Tous les publics décrits ci-dessus sont éligibles quelles que soient les structures qui portent leur contrat de travail, notamment les GEIQ, les ETT, et associations poursuivant le même objet, avec la mise en œuvre d'un accompagnement socio –professionnel.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à leur mise à l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, des Missions Locales ou de CAP Emploi, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi

La durée d'éligibilité des publics et la comptabilisation des heures A/

La règle générale

A compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché reste éligible au dispositif des clauses sociales, pour une durée de vingt-quatre mois sous la réserve des conclusions de l'évaluation annuelle du parcours d'insertion et notamment celles relatives à ses acquis professionnels et socio-professionnels, par le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales d'insertion, animé par le facilitateur et composé des organismes prescripteurs et des partenaires emploi.

B/ Les cas particuliers

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, Contrat d'Insertion Professionnelle Intérimaire (CIPI), Contrat de Développement Professionnel Intérimaire (CDPI), Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI), les heures de formation sont comptabilisées dans le décompte des heures d'insertion.

22.2- Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses d'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses de promotion pour l'emploi, il a été mis en place un dispositif d'accompagnement qui peut être sollicité en prenant l'attache du facilitateur :

Conseil Départemental 41
9 avenue de Vendôme 41000 BLOIS
Cécile DECAIX
Tél : 02.54.58 42 17
Mail : cecile.decaix@departement41.fr

La Maison de l'Emploi a pour missions :

- de valider le nombre d'heures d'insertion dont les entreprises devront s'acquitter,
- d'informer les entreprises soumissionnaires des dispositifs d'insertion, de proposer des personnes susceptibles de bénéficier de mesures d'insertion avec le concours des organismes spécialisés,
- de conseiller les entreprises sur les possibilités de formation en amont du démarrage des travaux,

- de fournir, à titre indicatif, la liste des opérateurs de l'insertion par l'activité économique concernés par les lots du marché,
- de suivre l'application de la clause et d'évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises

22.3 - Les modalités de mise en œuvre

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- 1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une entreprise d'insertion ;
- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir :

- o d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ou d'une entreprise de travail temporaire dans le cadre de l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L.1251.7 du code du travail)
- o d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification
- o d'une association intermédiaire
- 3ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché

22.4- Les modalités de contrôle

Il sera procédé, par tous les moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande de la Maison de l'Emploi, le titulaire fournit chaque mois, tous les renseignements utiles (date d'embauche, nombre d'heures réalisées (dont les heures intempéries et les arrêts de travail), type de contrat, poste occupé, encadrement technique...) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, la Maison de l'Emploi peut, à tout moment, décider d'inscrire le suivi de la clause, à l'ordre du jour d'une réunion de chantier.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, lorsqu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le facilitateur de la Maison de l'Emploi étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

A l'issue de l'exécution du marché, lors de la réunion préalable à la réception des travaux, il est procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

Conditions d'aménagement de la clause d'insertion

En cas de difficultés économiques rencontrées par l'entreprise en cours d'exécution du marché

(chômage partiel, licenciement économique), la clause sociale d'insertion pourra être aménagée. L'entreprise devra néanmoins respecter les conditions suivantes :

- Chômage partiel

Le titulaire – ou son sous-traitant s'il est concerné par l'application de la clause d'insertion doit informer le pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais de la survenance d'une mesure de chômage partiel au sein de son établissement. Il fournit à cette fin une copie de la " décision d'attribution d'une d'allocation spécifique " délivrée par la DIRECCTE qui fixe la durée et le volume maximum autorisé ou une copie de la " convention de chômage partiel ".

Puis il fournit mensuellement le bordereau joint à la DIRECCTE mentionnant au minimum les fonctions concernées ainsi que le volume d'heures chômées.

Au vu de ces 2 pièces justificatives le pouvoir adjudicateur notifie mensuellement par ordre de service la suspension de l'application de la clause d'insertion, la période d'application de cette suspension, ses conséquences sur le volume d'heures contractuelles dédiées à l'insertion ainsi que le nouveau volume contractuel restant dû au titre du marché. La transmission du bordereau précité est donc impérative à la reconduction de la suspension.

La suspension de l'application de la clause ne peut être accordée que si la durée de la mesure de chômage partiel correspond à une phase d'exécution active du marché pour le titulaire et si les fonctions concernées par cette mesure correspondent à celles visées par la clause d'insertion (poste de travail peu ou pas qualifié). De plus, la suspension ne peut être accordée si le titulaire recourt à une sous-traitance pour des tâches visées par la clause d'insertion et que le sous-traitant n'est pas touché par une mesure de chômage partiel.

La suspension entraîne la réduction du volume d'heures contractuelles dédiées à l'insertion au prorata temporis. Le volume d'heures contractuel est d'abord ramené à un volume moyen journalier au vu de la durée du marché du titulaire. Ce volume moyen journalier est ensuite multiplié par le nombre de jours ouvrés validés au titre du chômage partiel dans les conditions précitées. Ce produit est alors déduit du volume global.

- Licenciement économique

Le titulaire – ou son sous-traitant s'il est concerné par l'application de la clause d'insertion doit informer le pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais de la survenance d'une mesure de licenciement économique au sein de son établissement. Il fournit à cette fin une copie de l'information transmise à la DIRECCTE et/ou copie de la lettre recommandée éventuellement anonymisée mais laissant apparaître les fonctions exercées de convocation à l'entretien préalable du/des salarié(s) concerné(s).

De plus, le titulaire fournit une copie de la lettre recommandée - éventuellement anonymisée mais laissant apparaître les fonctions exercées - notifiant le licenciement économique et sa prise d'effet.

Au vu de ces 2 pièces justificatives le pouvoir adjudicateur notifie par ordre de service la suspension de l'application de la clause d'insertion, la période d'application de cette suspension, ses conséquences sur le volume d'heures contractuelles dédiées à l'insertion ainsi que le nouveau volume contractuel restant dû au titre du marché.

La suspension de l'application de la clause ne peut être accordée que s'il s'agit d'un licenciement économique, intervenu moins d'un an (délai applicable à la priorité de réembauchage) avant une phase d'exécution active du marché pour le titulaire et si les fonctions concernées par cette mesure correspondent à celles visées par la clause d'insertion (poste de travail peu ou pas qualifié).

De plus, la suspension ne peut être accordée si le titulaire recourt à une sous-traitance pour des tâches visées par la clause d'insertion et que le sous-traitant n'est pas touché par une mesure de licenciement économique.

La suspension entraîne la réduction du volume d'heures contractuelles dédiées à l'insertion prorata temporis. Le volume d'heures contractuel est d'abord ramené à un volume moyen

mensuel au vu de la durée d'exécution des prestations du titulaire. Ce volume moyen mensuel est ensuite multiplié par le nombre de mois validé au titre du délai de priorité de réembauchage dans les conditions précitées. Ce produit est déduit du volume global.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire effectuer tout contrôle, notamment par les administrations compétentes, quant au respect par l'entreprise de ses obligations pendant une période de chômage partiel ou de licenciement économique et notamment l'absence de recours à une main d'œuvre extérieure.

ANNEXE N° 1 AU CCAP

Tableau des heures d'insertion à réaliser pour les lots retenus N° Lot Désignation	Nb Heures insertion proposées	Commentaires
LOT 1 : MACONNERIE – B.A. DEMOLITIONS	74 H	
LOT 2 : CHARPENTE ET BARDAGE BOIS – COUVERTURE ARDOISE ET ZINC - ZINGUERIE	34 H	
LOT 3 : MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM ET PVC	35 H	
LOT 4 : CLOISONS SECHES	30 H	
LOT 5 : FAUX PLAFONDS	15 H	
LOT 6 : MENUISERIES INTERIEURES BOIS.	15 H	
LOT 7 : CARRELAGES - REKETEMENTS MURAUX.	22 H	
LOT 8 : PEINTURES	17 H	
LOT 11 : PLOMBERIE – SANITAIRES – CHAUFFAGE PAC - VENTILATION	54 H	
LOT 12 : ELECTRICITE	26 H	